



CONTRE LA DICTATURE DES MARCHÉS... SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC !



Les jeunes qui occupent les places pour une démocratie réelle, les étudiants qui occupent leurs universités, les salariés en grève... Tous ceux et celles qui refusent de payer la crise se sont regroupés dimanche 12 février autour du Parlement grec. Ils l'ont encerclé en exigeant la démission du gouvernement et de ces députés soumis à la dictature des banques. Ils étaient plus de 80 000 manifestants, attendus par plus de 6000 policiers. Plusieurs dizaines ont été blessés.

Toujours plus de misère et d'injustices

La classe politique grecque a accepté la diminution du salaire minimum de 22%, et de 32% pour les moins de 25 ans ! Les jeunes vont désormais toucher 512 euros brut par mois. Les retraités vont eux aussi plonger dans la misère avec la diminution de 15% des pensions complémentaires.

Pour se justifier, le premier ministre Papadémos a expliqué qu'en cas de rejet de ce plan, ce serait le « chaos économique » ! Comme si ce n'était pas déjà le cas !

Les salaires (du public comme du privé) ont déjà baissé de 15% en deux ans. L'impôt sur le revenu est désormais prélevé à partir d'un revenu de 5000 euros par an (416 euros par mois !), toutes les primes ont été supprimées aux salariés et la TVA a augmenté de quatre points depuis 2010 !

Il y a désormais plus de 25 000 SDF et un million de chômeurs dans un pays de 11 millions d'habitants. Un jeune sur deux est en recherche d'emploi... Mais le gouvernement a décidé de licencier 15 000 fonctionnaires.

D'où vient le « chaos économique » ?

C'est le chaos de l'économie capitaliste qui a amené à la catastrophe. La dette des États comme la Grèce n'est pas due à « trop de dépenses » pour les salaires, les aides sociales ou les services publics. Elle vient des milliards offerts par les États aux plus riches, aux grandes entreprises, aux banques. Pour compenser le manque à gagner, ils sont allés ensuite s'endetter auprès... de ces mêmes banques ! Celles-ci ont spéculé sur les dettes et les taux d'intérêts. Parmi elles, des banques françaises et allemandes comme la BNP (5 milliards), la Société Générale (2,9 milliards), Groupama (2 milliards), Dexia (3,5 milliards) ou la Deutsche Bank (1,6 milliards)...

Quand les États européens disent qu'ils « prêtent » de l'argent à la Grèce, c'est en fait pour qu'elle le donne à ces banques ! Ce sont pourtant elles qui sont responsables de la crise de 2008, elles qui ont touché des milliards de cadeaux pour éviter la faillite. Maintenant, ce sont elles qui viennent nous racketter !

Les plans d'austérité ne vont en rien aider à diminuer la dette. Ils amènent au contraire à un cercle vicieux : plus on se serre la ceinture, plus l'économie se porte mal, plus les banques augmentent les taux d'intérêts de la dette, plus elles s'en mettent plein les poches et continuent d'exiger de l'argent...

Demain, la France ?

Ici aussi, la classe politique est unanime pour dire qu'il faudra payer la dette et demander des « sacrifices » aux jeunes, aux salariés, aux classes populaires... Et non aux grandes fortunes, aux entreprises du CAC 40 et aux banques.

On peut s'attendre à la même catastrophe et aux mêmes attaques brutales dans les mois et les années à venir. Pourtant, de l'argent, il y en a. Pour augmenter les salaires, embaucher, garantir à chacun le minimum vital, il faudrait le prendre là où il est.

Pour cela, il faudra un gouvernement aussi fidèle aux intérêts de la majorité de la population que les Sarkozy, Merkel et Papadémos le sont à ceux des banques et des capitalistes ; un gouvernement des jeunes, des travailleurs et des classes populaires, issu de leurs mobilisations.

Manifestation samedi

18 février

14h parvis des Droits de l'homme, métro Trocadéro



**Philippe
POUTOU**

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

www.poutou2012.org



Philippe Poutou, ouvrier et candidat anticapitaliste, n'est pas un politicien professionnel, passant d'un mandat à l'autre. C'est un travailleur qui lui aussi subit la crise et lutte contre ses conséquences. Voter pour lui, c'est refuser de laisser le pouvoir aux mains d'une clique politicienne éloignée des réalités et du terrain social.